

9 octobre 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la crise financière au sein de la Zone euro, à Berlin le 9 octobre 2011.

MME ANGELA MERKEL -- Mesdames et Messieurs, je voudrais saluer chaleureusement le Président français, Nicolas SARKOZY à l'occasion de sa visite à Berlin et nous avons évoqué la responsabilité commune franco-allemande pour la zone euro, pour l'Europe, le bien-être de nos peuples et l'évolution favorable de l'économie au service de nos concitoyens et nous réaffirmons notre détermination à assurer la stabilité de l'euro et à trouver les réponses nécessaires qui également contribueront au succès du G20 à Cannes, les 3 et 4 novembre. Ce sommet sous présidence française doit être un succès pour l'économie mondiale et l'Union européenne y apportera sa contribution. En tout cas, la France et l'Allemagne s'y engagent, ce qui signifie que nous sommes déterminés à faire ce qu'il faut pour garantir la recapitalisation de nos banques et assurer le crédit nécessaire car c'est la base d'un bon développement économique.

Deuxièmement, nous travaillons en étroite coopération avec la troïka qui se trouve à l'heure actuelle en Grèce et nous pensons que la troïka va pouvoir nous soumettre une solution durable pour la Grèce, Grèce membre de la zone euro. Ceci garantira également la stabilité de l'euro. Troisièmement, nous nous félicitons du fait que le FESF soit très bientôt ratifié par tous les Etats-membres. Les directives vont encore devoir être élaborées pour conduire toutes les actions qui permettront d'assurer la stabilité de l'euro et là, la France et l'Allemagne auront des propositions communes.

Nous continuerons à formuler des propositions dans le cadre de ce paquet global qui permettront une coopération encore plus étroite entre les Etats-membres de la zone euro, ce qui inclura également quelques modifications au traité que nous allons proposer à nos collègues en attendant leurs réactions.

Vous voyez donc que notre approche est globale, elle doit nous permettre de garantir un bon développement économique. La réunion des grandes puissances économiques du monde permettra à l'Europe de montrer qu'elle assume ses responsabilités. La réunion d'aujourd'hui avec le Président français était dédiée à cet objectif et je me réjouis que nous ayons fait un pas en avant dans ce sens.

LE PRESIDENT --Mme la Chancelière, chère Angela, merci de m'accueillir une fois encore à Berlin. Tous ces derniers jours, nous avons beaucoup travaillé avec la Chancelière et ses collaborateurs et nous sommes très conscients des responsabilités particulières de l'Allemagne et de la France pour assurer la stabilité financière de l'euro. Cette crise, qui est une crise financière, qui a créé beaucoup de souffrances dans nos pays et dans l'ensemble du monde, nous devons y apporter une réponse durable et globale. Cette réponse, nous sommes décidés à l'apporter avant la fin de ce mois, car l'Europe doit avoir résolu ses problèmes d'ici au G20 de Cannes.

Nous nous sommes mis d'accord avec la Chancelière pour trouver une solution durable et globale. Ce n'est pas le moment de rentrer dans le détail de toutes les questions qui se posent. Nous nous en tiendrons simplement au principe, étant entendu que d'autres réunions, notamment un Conseil européen et un Conseil de l'eurogroupe, auront lieu avant la fin de ce mois et mais sachez que la France et l'Allemagne ont sur l'ensemble des sujets des positions parfaitement communes. Nous voulons que l'Europe arrive au G20 unie, ayant résolu ses problèmes.

Concernant la Grèce, nous travaillons en contact étroit avec la troïka. La Grèce fait partie de la

En agissant de la Grèce, nous travaillons en contact étroit avec la troïka. La Grèce fait partie de la zone euro et nous trouverons des solutions qui assureront la stabilité financière de l'Europe et le traitement durable des problèmes grecs.

Nous veillerons à ce que le Fonds européen de stabilité financière soit pleinement opérationnel et nous nous réjouissons que le processus de ratification soit pratiquement achevé.

Nous sommes également d'accord pour renforcer la structure du capital des banques en Europe, notre accord est total et nous allons travailler main dans la main avec les autorités européennes sur ce sujet.

Enfin, il est clair que nous devons proposer à nos partenaires une perspective d'accélération de l'intégration économique de la zone euro qui inclura des modifications importantes pour que le système européen soit plus efficace. Sur ce sujet aussi, nous avons beaucoup travaillé et notre accord est complet.

Mesdames et Messieurs, dans les jours qui viennent, nous aurons l'occasion de dire d'autres choses, mais sachez que l'axe franco-allemand et la détermination franco-allemande pour apporter des réponses globales et durables à la crise est totale et complète.

QUESTION -- M. le Président de la République, est-ce qu'il y a un accord pour une recapitalisation de toutes les banques européennes, est-ce que cela va être global ou est-ce que cela doit être banque par banque ? Est-ce que le FESF doit pouvoir recapitaliser les banques, notamment françaises, puisque je crois qu'il y a un débat chez les Allemands ? Est-ce que cette recapitalisation ne comporte pas le risque qu'après, on puisse déclarer la faillite de la Grèce ?

Une question pour Mme MERKEL : M. ZOELLICK a parlé de la vision qu'avait le Chancelier KOHL au moment de la réunification, il y a 20 ans et déploré qu'en ce moment il n'y ait pas assez de vision. Est-ce que vous avez le sentiment de former un couple d'« égaux » avec le président de la République depuis que la France et ses banques ont été attaquées par les marchés boursiers ces derniers temps ? Est-ce que M. TRICHET pourrait être président de l'Eurogroupe finances ?

LE PRESIDENT -- Le porte-parole de la chancellerie avait posé une question, il y en a 8 donc on est tranquille. Si le journaliste allemand fait la même chose, cela fera 16 questions. Et par ailleurs, j'avais prévu que pour des raisons que vous pouvez comprendre les uns et les autres, nous nous en tiendrons aux principes, non pas parce que nous sommes en désaccord, notre accord est complet, nous savons parfaitement où nous irons £ mais nous avons des institutions européennes, nous avons des partenaires et il y a les marchés. Il y a par ailleurs certains travaux techniques que nous devons engager.

Sur le renforcement de la structure de capital des banques, notre accord avec l'Allemagne est complet : et sur les modalités, et sur la finalité. Et je vous renverrai à la réunion que nous aurons à une date qu'il appartiendra de fixer pour le détail de ce que nous ferons.

Un mot sur votre question sur la vision, et je voudrais m'en expliquer en deux minutes. D'abord, Mme MERKEL et moi, nous devons prendre des décisions, pas simplement faire des projets, dans un contexte de crise que personne n'a connu jusqu'à présent. Et qu'il me soit permis de vous dire que c'est justement parce qu'à l'époque, il y a eu des grandes visions qui ont omis de régler des questions qui n'étaient pas des détails, que nous nous trouvons aujourd'hui à, à la fois gérer la crise et à résoudre des problèmes qui auraient dû être résolus bien avant. Il ne s'agit d'accuser personne bien-sûr. Mais. Il n'y a pas d'un côté ceux qui ont une vision à dix ans et de l'autre ceux qui doivent régler la crise à dix jours. Et nous sommes parfaitement convaincus, Mme MERKEL et moi, qu'en plus de la crise, il faut parachever les évolutions européennes. Enfin, tout le monde le sait, l'Europe a choisi la monnaie unique sans même réfléchir à ce que serait son gouvernement économique, sans même réfléchir aux questions d'harmonisation des politiques fiscales et économiques et il nous faut maintenant, en pleine crise, répondre à ces problèmes.

Eh bien nous sommes décidés à le faire. Et nous sommes prêts, avec Mme MERKEL, y compris à proposer à nos partenaires un certain nombre d'adaptations y compris aux grands textes européens, pour que l'intégration de la zone euro, l'efficacité de la zone euro, la stabilité de la zone euro, soient garanties de façon durable.

Nous avons parfaitement cela à l'esprit et avant la fin du mois, nous aurons répondu à la fois au problème de la crise et au problème de la vision.

MME ANGELA MERKEL -- Le choix d'une monnaie unique était, c'est vrai, visionnaire et nous le défendons bien entendu. Mais une monnaie commune doit pouvoir s'appuyer sur des fondements solides et la crise a montré que ces fondements ne le sont pas suffisamment. Tout ce que nous avons proposé comme changement depuis dix-douze mois va, à terme, contribuer à stabiliser l'Union européenne, va permettre que le pacte de stabilité et de croissance soit réellement mis en œuvre, cela va nourrir la croissance économique européenne et, avec le recul historique, je crois qu'on verra bien que, par rapport à certains amendements qui ont mis dix ans à aboutir, nous avons agi rapidement, avec la meilleure coopération franco-allemande. Nous sommes conscients de nos responsabilités, il y a 17 membres de la zone euro, 27 membres de l'Union européenne, alors quand on sait que c'est parfois difficile de trancher au sein d'un seul et même pays, nous sommes arrivés à trancher à 27, je crois que ceci justifie que nous en soyons un peu fiers.

QUESTION -- Mme la Chancelière j'aurais aimé savoir ceci : la flexibilité, la plus grande efficacité du FESF, comment est-ce que l'on va le faire ? On sait qu'il y aurait eu quelques divergences entre vous dans la mesure où, du côté allemand, on voulait limiter les rachats d'emprunts d'Etat. Alors du côté français, est-ce qu'en cas de décapitalisation, vous souhaitez que toutes les banques y participent, y compris la Deutsche Bank ?

MME ANGELA MERKEL - Alors sur la recapitalisation des banques, la France et l'Allemagne sont d'accord pour que l'on applique les mêmes critères et des critères acceptables par tous ? Parce que sinon cela ne sert à rien. On a déjà fait deux séries de stress test, il faut donc que les conditions soient acceptables. Nous allons donc interroger toutes les autorités, l'Autorité bancaire européenne, nous allons consulter le FMI pour être sûr que ce que nous proposons soit durable, solide, parce que nous avons tout intérêt à ce que les banques puissent faire ce qu'il faut et nous sommes déterminés à agir dans ce sens.

Quant à la question que vous m'adressiez directement, je vous dirais que l'affirmation que vous posez est erronée et le président français l'a bien dit, on présente les principes sans parler dans le détail parce que cela n'aurait pas de sens d'évoquer tel détail sans avoir fini de peaufiner le reste, et vous verrez à la fin du mois un ensemble tout à fait fonctionnel.

LE PRESIDENT -- Je partage pleinement l'avis de la Chancelière, mais qu'il me soit permis de résumer les choses. Recapitalisation des banques, nous le faisons, nous le ferons avec nos amis allemands dans l'accord le plus total, parce que l'économie a besoin pour assurer sa croissance de financements. Il n'y a pas d'économie prospère s'il n'y a pas de banque stable, fiable. C'est cela qui se joue et notre accord sur le sujet est complet.

Sur la Grèce, nous attendons le rapport de la troïka mais là aussi nous sommes sur la même ligne, nous prendrons les décisions qu'il convient.

Sur le Fonds européen, de stabilité financière, il n'y a pas de divergence, nous voulons qu'il soit efficace et opérationnel, nous avons identifié un certain nombre de propositions techniques sur lesquelles nous travaillons en plein accord et nous le démontrerons avant la fin du mois.

Et sur l'intégration en zone euro, là aussi nous ferons des propositions.

Donc réponse globale, réponse durable, réponse rapide avant la fin de ce mois, voilà le résultat de cette rencontre franco-allemande.